



Saint Étienne du Rouvray, le 25 août 2005

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DE HAUTE-NORMANDIE

Groupe de Subdivisions de Rouen-Dieppe

I, avenue des Canadiens – B.P. 124

76804 St ETIENNE DU ROUVRAY Cedex

Subdivision Risques I

Affaire suivie par Benoît CHEDMAIL

Téléphone : 02 32 91 97 83

Télécopie : 02 32 91 97 97

Mél. benoit.chedmail@industrie.gouv.fr

R:\Entreprises-Ri\Sagatrans bât-3\AP (rapports au CDH et projets de  
prescriptions)\GSRD.2005.08.1297.Ri1.BC.RCDH Sagatrans Bat 3 Déclaration L.I.doc  
GSRD.2005.08.1297.Ri1.BC.RCDH

Département de la Seine Maritime

--ooOoo--

Rapport de l'inspecteur des installations classées  
Au Comité Départemental d'Hygiène

--ooOoo--

Société S.A.S. SAGATRANS  
Boulevard de l'Île aux Oiseaux  
76530 GRAND COURONNE  
SIRET : 712 025 691 00957

--ooOoo--

Prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation d'un stockage  
de 100 m<sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements sous le régime de la déclaration  
et aux modifications constructives mineures apportées au bâtiment

Par bordereaux du 13 mai 2005, Monsieur le préfet du département de la Seine Maritime a transmis pour examen et avis à monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement deux déclarations déposées par la S.A.S. SAGATRANS relatives, pour l'une, à l'exploitation d'un stockage de 100 m<sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements, pour l'autre, aux modifications constructives mineures apportées au bâtiment sis boulevard de l'Île aux Oiseaux à Grand Couronne (76530).

## 1 Contexte

Par arrêté préfectoral du 6 décembre 2002, monsieur le Préfet a autorisé la société S.C.I. SOGARIS Port de Rouen Vallée de Seine à exploiter un entrepôt couvert de marchandises diverses d'un volume de 108 348 m<sup>3</sup> Boulevard de l'Île aux Oiseaux à Grand Couronne.

Dans son courrier du 25 avril 2005, la S.A.S. SAGATRANS a déclaré prendre possession de cet entrepôt.

## 2 Demande de modifications constructives mineures

Dans sa déclaration relative aux modifications constructives, la société S.A.S. SAGATRANS informe monsieur le Préfet des changements constructifs mineurs prévus pour l'exploitation de son activité.

Sur les caractéristiques dimensionnelles, on notera que :

- les dimensions hors tout sont augmentées de 2 m<sup>2</sup>,
- la hauteur du faîtage a diminué, engendrant une diminution du volume de l'entrepôt (97 729 au lieu de 108 348 m<sup>3</sup>).

Concernant les modifications d'aménagements, l'exploitant a prévu que :

- les bureaux, initialement prévus en mezzanine, sont au rez-de-chaussée,
- les bureaux et locaux sociaux sont situés au Nord du bâtiment et sont séparés des zones de stockage par une paroi coupe-feu 2 heures,
- l'atelier et le local de charge sont dans le prolongement des bureaux et locaux sociaux sur la face Nord du bâtiment,
- le local de sprinklage et la cuve sont déplacés au Sud de l'entrepôt,
- le bâtiment dispose de 16 portes à quai, de 2 rampes en façade Est et d'une porte en façade Ouest.

On notera encore, que les cellules du bâtiment sont sensiblement augmentées de 1 m<sup>2</sup> chacune. Un mur coupe-feu 2 heures auto-stables, équipé de 2 portes coupe-feu 1h30 pare-flamme 2h, dépassant de la toiture et de la façade d'un mètre, séparent la cellule n°1 au Nord de la cellule n°2 au Sud.

## 3 Demande relative à l'exploitation d'un stockage de 100 m<sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements

Dans sa déclaration du 25 avril 2005, la société S.A.S. SAGATRANS informe monsieur le Préfet de l'ajout d'une nouvelle activité sur son entrepôt n°3 de Grand Couronne.

Dans la partie Sud de l'entrepôt (cellule n°2), l'exploitant va stocker 100 m<sup>3</sup> (maximum) d'alcool en petits conditionnements.

Il s'agit de flacons de parfum dont 78 à 80% est composé de liquide inflammable (éthyl-propylène glycol).

Ces marchandises sont reçues par camion ou par voie maritime, en palettes emballées. Elles sont stockées sur palettier puis ré-expédiées par camion sans qu'aucun reconditionnement ne soit effectué.

Une palette « moyenne » de 300 kg comprend 15 kg de bois, 20 kg de cartonnage et 0,5 kg de film plastique. Le volume d'alcool est d'environ 50 à 55 litres. Le solde du poids est représenté par le verre des flacons et les autres étuis de sur-emballage.

Ces palettes sont manutentionnées par des engins de manutention électriques

La hauteur de stockage maximum de ces marchandises est de 9,2 mètres.

Ce projet de stockage de liquides inflammables en petits conditionnement ne génère pas d'impact supplémentaire par rapport aux installations déjà autorisées.



Compte tenu que les dangers de cette nouvelle activité sont sensiblement différents en terme de distances d'effet pour les flux thermiques, l'exploitant a modélisé un incendie de la cellule n°2.

Cette modélisation est basée sur les caractéristiques géométriques et constructives de la cellule ainsi que sur les potentiels calorifiques maximum des composés constituant ce stockage.

Les distances de dangers ainsi calculées sont reprises dans la tableau suivant :

	Z1 (m)	Z2 (m)
Depuis les parois Ouest et Sud	36,5	58
Depuis la paroi Est	36	56,5

#### 4 Avis de l'inspection des installations classées

Les modifications constructives, déclarées par l'exploitant dans son courrier du 25 avril 2005, ne modifient pas les conditions d'obtention de son autorisation préfectorale du 6 décembre 2002.

Ces changements sont intégrés aux articles 3, 10, 15 et 16 du projet d'arrêté annexé.

Concernant le stockage d'alcool en petit conditionnement, celui ne génère pas d'impact supplémentaire de l'installation.

En revanche, les dangers de cette nouvelle activité sont légèrement différents en raison de la présence de produits inflammables dans les nouvelles marchandises.

La modélisation du scénario d'incendie de la cellule n°2, basée sur les caractéristiques de potentiel calorifique maximum des alcools stockés et des dispositions constructives du bâtiment, semblent adaptées au risque présenté. Les distances ainsi calculées sont donc cohérentes.

De plus on notera que la distance d'effet du flux thermique à  $5 \text{ kW/m}^2$  (Z1) est légèrement réduite par rapport à un stockage de matière combustible « traditionnel » rangé sous la rubrique 1510 de la nomenclature et que la distance d'effet du flux thermique à  $3 \text{ kW/m}^2$  est légèrement supérieure.

L'impact de ces zones sur les tiers, par rapport à la situation autorisée le 6 décembre 2002, reste similaire. Les légères évolutions constatées sont les suivantes :

- à l'Ouest, comme dans la situation autorisée en 2002, la zone de danger Z1 sort des limites de propriété et impacte des espaces verts, des stationnements ou des voies de circulation de la société SAGATRANS bâtiment n°1 ; la zone de danger Z2 impacte davantage l'entrepôt voisin au-delà de la zone de bureau du voisin ;
- au Sud, comme dans la situation autorisée en 2002, la zone de danger Z1 impacte toujours le fossé au delà de la limite de propriété ; la zone de danger Z2 impacte toujours le boulevard de l'Île aux Oiseaux ;
- à l'Est, comme dans la situation autorisée en 2002, la zone de danger Z1 est contenue à l'intérieur des limites de propriété, la zone de danger Z2 sort des limites de propriété.

Les modifications apportées par cette nouvelle activité sont intégrées dans les articles 3, 8 12 du projet d'arrêté annexé à ce présent rapport. Des dispositions en matière de prévention des pollutions et des risques ont également été ajoutées aux articles 11 et 17.

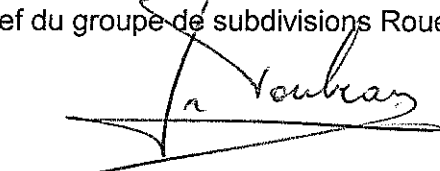
De plus, l'ajout des dispositions dans les articles 5, 7, 9, 13 et 14 est issu de l'application aux installations existantes de certains articles de l'arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510.

## 5 Proposition

En application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable au projet de prescriptions joint en annexe du présent rapport.

Adopté et transmis  
à M. le préfet de la Seine-Maritime  
D.A.T.E.F./SECV – D.D.A.S.S.  
7, place de la Madeleine  
76036 ROUEN Cedex

P/ le directeur  
et par délégation  
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines  
Chef du groupe de subdivisions Rouen-Dieppe



Jean-Marc TOUBEAU

L'inspecteur des installations classées



Benoît CHEDMAIL

P.J. : plan de localisation de l'entrepôt  
plan des zones de danger de la cellule n°2  
projet de prescriptions complémentaires

--ooOoo--

Société S.A.S. SAGATRANS

Siège social :

31-32 quai de Dion Bouton

92800 PUTEAUX

SIRET : 712 025 691 00957

Adresse des installations :

Bâtiment n°3

Port Rouen Vallée de Seine Logistique

Boulevard de l'Île aux Oiseaux

76530 GRAND COURONNE

--ooOoo--

Exploitation d'un stockage de 100 m<sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements  
sous le régime de la déclaration et modifications constructives mineures apportées au bâtiment

--ooOoo--

### **Article 1.**

La société SAGATRANS, dont le siège social est implanté 31-32 quai de Dion Bouton à PUTEAUX (92800), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté sur son site situé Boulevard de l'Île aux Oiseaux à GRAND COURONNE (76530).

### **Article 2.**

Les actes antérieurs réglementant les activités de la société SAGATRANS sont :

- l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002,
- la déclaration du 19 mars 2004,
- le récépissé de déclaration du 13 mai 2005 de prise de possession par la SAS SAGATRANS de l'autorisation détenue par la SCI SOGARIS PORT DE ROUEN VALLÉE DE SEINE.

Dans le cadre des déclarations du 25 avril 2005, l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2002 est modifié selon les dispositions ci-après.

### **Article 3.**

***Le point 1.2 est abrogé et remplacé par :***

Le projet relève des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Intitulé de la rubrique	Classement	Niveau d'activité
1510 1.	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des <b>entrepôts couverts</b> à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup>	A	Bâtiment d'entreposage de marchandises diverses d'une superficie de 9111 m <sup>2</sup> et d'un volume global de 97 729 m <sup>3</sup>
1432 2.b)	Stockage en réservoirs manufacturés de <b>liquides inflammables</b> 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	D	Stockage de 100 m <sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements (flacons de parfum)
2925	Ateliers de charge d' <b>accumulateurs</b> . La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	D	Local de charge de chariots élévateurs, la puissance de courant continu étant de l'ordre de 50 kW

L'entrepôt ne comportera, en dehors des 100 m<sup>3</sup> d'alcool en petits conditionnements (parfum) stockés dans la cellule n°2, ni matières inflammables autres, ni produits ou matières dangereuses tels que définis par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **Article 4.**

***Le point 2.1 est abrogé et remplacé par :***

Les installations objet du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation initial et des déclarations des 19 mars 2004, le récépissé du 13 mai 2005 et des deux déclarations du 25 avril 2005 non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail s'il existe.

#### **Article 5.**

***Le point 2.4 est complété par :***

De plus, sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du permis de travail ou permis de feu évoqué à l'article 4.4.3. ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### **Article 6.**

***Le point 2.5 est abrogé et remplacé par :***

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation, les études d'impact et de dangers ;
- les déclarations ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les consignes définies au § 2.4. ;
- les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **Article 7.**

***Le point 2.6 est complété par :***

\* Arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510.

## **Article 8.**

***Le point 2.7 est abrogé et remplacé par :***

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou les arrêtés types correspondants aux rubriques 2925 et 253 sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation ou que les dispositions ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

## **Article 9.**

Dans les conditions générales de l'autorisation (point 2.) **est ajouté le point 2.9. État des stocks** ainsi rédigé :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

## **Article 10.**

Les capacités de rétention dans les zones à risques et/ou sur les réseaux d'évacuation du **point 3.1.5 sont portées** à 202 m<sup>3</sup>.

## **Article 11.**

Dans la prévention de la pollution de l'eau (point 3.1) **est ajouté le point 3.1.11 Postes de chargement déchargement** ainsi rédigé :

Les aires de stationnement, de chargement ou de déchargement des véhicules transportant les matières dangereuses sont étanches, imperméables et aménagées de sorte que tout écoulement accidentel soit collecté vers une capacité de rétention appropriée.

Les opérations de chargement et de déchargement sont confiées à du personnel formé aux mesures de prévention à mettre en œuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

## **Article 12.**

***Le point 4.1 est abrogé et remplacé par :***

Deux zones de danger désignées Z1 et Z2 résultant de l'exploitation de l'entrepôt sont définies en référence à l'étude des dangers et sont reportées sur le plan annexé au présent arrêté. Ces zones correspondent respectivement à la zone limite des effets mortels (ZOLEM) et à la zone limite des effets irréversibles pour la santé (ZOLERI), calculées pour un scénario de flux thermique résultant de l'incendie d'une cellule de stockage de 4555,5 m<sup>2</sup>.

Ces zones sont définies sans préjudice des règlements applicables en matière d'urbanisme, par une distance à la périphérie des installations et ont pour valeurs :

<b>Zones de dangers</b>	<b>Z1 (m)</b>	<b>Z2 (m)</b>
Distances par rapport aux murs extérieurs de la cellule n°1 (située au Nord)	39	53
Distances par rapport aux murs extérieurs de la cellule n°2 : façades Ouest et Sud	36,5	58
Distances par rapport aux murs extérieurs de la cellule n°2 : façade Est	36	56,5

**ZONE Z1 :** Cette zone ne devrait pas avoir vocation à la construction ou à l'installation d'autre locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou de voies de circulation nouvelles autres que ceux ou celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation des installations industrielles. Au sein de cette zone, il conviendrait de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations, hors de l'activité engendrant cette zone, hors des activités connexes, des industries mettant en œuvre des produits ou procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

**ZONE Z2 :** Cette zone ne devrait pas avoir vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public, immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structures, des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, ou de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules/jour ou de voies ferrées ouvertes au transport des voyageurs. Au sein de cette zone, il conviendrait de limiter l'augmentation du nombre de personnes générée par de nouvelles implantations.

L'exploitant saisit le préfet de tout projet de changement du mode d'occupation des sols parvenu à sa connaissance et susceptible à l'intérieur des zones définies ci-dessus d'affecter les éléments d'informations fournis dans son étude d'impact ou de danger.

L'exploitant transmet au Préfet un plan d'ensemble indiquant les zones de dangers issues de son activité, dans un délai d'un mois après la notification du présent arrêté.

### **Article 13.**

***Le point 4.4.3. est abrogé et remplacé par :***

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant, mettant en œuvre une flamme nue, une source chaude ou des appareils générateurs d'étincelles, ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail. Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivré(s) est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

### **Article 14.**

***Le point 4.5 est abrogé et remplacé par :***

Toutes les vérifications et entretiens concernant notamment les moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, extincteurs, RIA, ...), les dispositifs de sécurité, les installations électriques et de chauffage doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications et entretiens,
- personne ou organisme chargé de la vérification ou de l'entretien,
- motif de la vérification ou de l'entretien : vérification ou entretien périodique ou à la suite d'un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.



## **Article 15.**

### ***Le point 4.9 est abrogé et remplacé par :***

Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

La conformité à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 sera établie et fera l'objet d'un écrit par le vérificateur des installations électriques dans ou annexé à son rapport.

A proximité d'au moins une issue par cellule ou recoupement de cellule, est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, la valeur de résistance de terre est maintenue inférieure aux normes en vigueur.

Les installations sont protégées contre les effets direct et indirect de la foudre, conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'aux normes NF C 17-100 et NF C 17-102. En particulier, l'entrepôt est protégé par un paratonnerre.

Le compte-rendu d'un organisme compétent, attestant de la conformité de la protection du bâtiment contre les effets de la foudre sera adressé à l'Inspection des Installations Classées avant la mise en service de l'installation.

## **Article 16.**

### ***Le point 4.11 est abrogé et remplacé par :***

Le bâtiment est constitué d'un sol imperméable et incombustible réalisé avec une dalle béton ayant une stabilité au feu de degré deux heures.

La stabilité au feu de la structure porteuse du bâtiment est d'au moins 1/2 heure.

Les parois verticales du bâtiment sont réalisées, sur toute la hauteur et la périphérie, en bardage double peau dont la face intérieure est en matériaux A2 s1 d0.

La toiture est constituée d'un bac acier A2 s1 d0 et d'un isolant en matériaux A2 s1 d1 de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur à 8,4 MJ/kg revêtus d'une étanchéité auto-protégée, l'ensemble formant un complexe de classe et d'indice  $B_{roof}$  (t3) dont la conformité sera justifiée à l'Inspection des Installations Classées avant la mise en exploitation de l'entrepôt.

Le bâtiment de 9111 m<sup>2</sup> est divisé en deux cellules de 4555,5 m<sup>2</sup>, séparées par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 h) auto stable muni de deux portes REI 90 (coupe-feu de degré 1 h 30) et pare-flamme 2 h à fermeture automatique.

Les locaux sociaux et bureaux ainsi que ceux liés à l'exploitation, situés en rez-de-chaussée, sont séparés de la zone de stockage par une paroi REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) munie de portes REI 60 (coupe-feu de degré une heure) avec ferme-porte.

Les cellules de stockage sont équipées de racks de stockage fractionnés en îlots n'excédant pas 150 m<sup>2</sup>.

Les allées de circulation des chariots élévateurs ont une largeur minimale de 2,5 m et celles des piétons ont une largeur minimale de 1,40 m. Les allées sont dégagées en permanence.

La hauteur de stockage ne devra pas excéder 9,6 mètres. Pour le cas du stockage d'alcool en cellule n°2, cette hauteur n'excède pas 9,2 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et les têtes de sprinklage.

Le stockage sera organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage ou de préparation des colis.

La zone de préparation des colis est suffisamment éloignée des zones d'entreposage.

Le local de charge des batteries est séparé du reste des locaux par des murs et planchers bas et haut coupe-feu de degré deux heures et des portes coupe-feu de degré une heure à fermeture automatique. La recharge des batteries des chariots élévateurs s'effectue exclusivement dans ce local. Il dispose d'une ventilation efficace permettant d'éviter toute atmosphère explosive ou nocive.

Le débit minimal d'extraction est donné par la formule :  $Q \text{ (en m}^3/\text{h)} = 0,05 n I$  où  $n$  est le nombre total d'éléments de batterie en charge simultanément et  $I$  le courant d'électrolyse en A.

Le sol de ce local est étanche, incombustible et forme rétention de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Chaque cellule de stockage ou recoupement de cellule comporte au moins deux issues de secours vers l'extérieur d'une unité de passage, dans deux directions opposées. Aucun point de l'entrepôt ne doit être distant de plus de 40 m d'une sortie de secours.

#### **Article 17.**

***Le point 4.17 est abrogé et remplacé par :***

L'exploitant dispose d'un système de détection incendie, au minimum pour les zones de stockages, assuré par les ampoules thermofusibles équipant les têtes de sprinklage qui déclenche par asservissement une alarme exploitable rapidement.

Cette alarme doit être transmise à l'exploitant ou à une personne nommément désignée qui mettra en application les consignes de sécurité prévues au paragraphe 4.4.1.

Une alarme sera également reportée vers la société voisine SAGATRANS (bâtiment n°1), ainsi que vers l'ensemble des tiers affectés par les zones de danger Z1 et Z2 définies au paragraphe 4.1.

Le système de détection et d'alarme doit pouvoir fonctionner à tout moment. Son alimentation électrique doit être secourue.

#### **Article 18.**

***L'échéancier du point 5.4 est complété par :***

Article	Intitulé	Échéance
Point 4.9. de l'AP du 2 déc. 2002	Transmission à l'inspection des installations classées du compte-rendu attestant de la conformité de la protection du bâtiment contre les effets de la foudre	Avant la mise en service de l'installation.
Point 4.1 de l'AP du 2 déc. 2002	Transmission au Préfet du plan d'ensemble des zones de dangers de l'exploitation	1 mois après notification du présent arrêté